

*Initiatives ministérielles*

ve plus large dans laquelle cette initiative doit être envisagée.

Nous prenons bien entendu des décisions difficiles, mais des décisions qui sont inévitables pour reprendre en main nos finances. Nous nous attaquons carrément aux problèmes étroitement liés du déficit et de l'inflation—les deux problèmes que nous devons résoudre si nous voulons bâtir un avenir sûr et prospère pour nous-mêmes et notre pays.

En tant que Canadiens, nous avons tout lieu d'envisager notre avenir avec confiance. Mais nous ne pouvons nous attendre à assurer notre avenir si nous prévoyons supporter un fardeau croissant de dettes, et les frais de service de cette dette de plus en plus importants.

Depuis novembre 1984, le gouvernement a poursuivi un plan cohérent et global visant à asseoir sur des bases solides l'avenir économique du pays. Ce plan a été conçu de manière à permettre au Canada et aux Canadiens de relever le défi que pose le monde en évolution et de relever ce défi de manière plus vigoureuse et plus souple. Le plan comportait deux volets principaux. Le premier consiste à remettre de l'ordre dans les finances publiques de sorte que nous puissions réduire et en fin de compte éliminer le déficit fédéral. Le second volet consiste à établir des politiques qui libèrent les énergies créatrices du secteur privé afin qu'il puisse relever les défis que pose la concurrence et profiter des occasions qu'offre le nouvel ordre économique.

• (1140)

[Traduction]

Aujourd'hui, j'élaborerai sur le premier de ces volets. Lorsque nous sommes entrés en fonction en 1984, et le député de Gloucester s'en souviendra, les dépenses du gouvernement fédéral s'emballaient. Après avoir vécu au-dessus de ses moyens pendant quinze ans, le gouvernement avait accumulé une dette nationale de 200 milliards de dollars.

**M. Milliken:** Quelle est-elle maintenant?

**M. Loiselle:** Je vais vous l'expliquer dans une minute.

Ainsi, dans un sens très réel, le Canada était aux prises non seulement avec un déficit fédéral bien ancré, mais deux. D'une part, le gouvernement consacrait 16 milliards de plus à ses programmes et services qu'il ne percevait en recettes, et il devait emprunter la différence. C'était le premier déficit—le déficit de fonctionnement.

D'autre part, le gouvernement consacrait un montant supplémentaire de 22 milliards en frais d'intérêt sur cette dette accumulée, somme qu'il devait également emprunter. C'était le second déficit. En s'additionnant, ces

déficits accroissaient le lourd déficit global de 38 milliards de dollars.

Les députés doivent se rappeler qu'avant de pouvoir faire quoi que ce soit au sujet du second déficit, nous devons nous attaquer au déficit de fonctionnement et à ses causes profondes—les dépenses excessives et l'érosion des recettes publiques.

Sur le plan des dépenses, nous avons tout d'abord examiné les frais généraux de fonctionnement de l'État—les traitements, les voyages, l'équipement et le reste—afin de déterminer dans quel secteur nous pourrions couper les dépenses. Nous avons examiné minutieusement tous les secteurs d'activité et nous avons pris des mesures. Nous avons réduit le nombre de fonctionnaires de plus de 12 000. À l'heure actuelle, la taille de la fonction publique est la même qu'en 1973, et la charge de travail est beaucoup plus importante. Les coûts de fonctionnement de l'État sont inférieurs à ce qu'ils étaient en 1984. Nous avons réduit le nombre des employés des sociétés d'État de 75 000, en partie grâce à la privatisation et en partie grâce à la rationalisation et à l'élimination du gaspillage et de l'inefficacité, ce qui revenait à réparer les dégâts des députés d'en face. Nous avons payé leurs dettes.

Nous avons fait preuve de la même discipline en ce qui concerne les dépenses consacrées aux programmes et services gouvernementaux. En 1987-1988, grâce à une gestion rigoureuse et à un réalignement des programmes, nous avons transformé le premier des deux déficits—le déficit de fonctionnement de l'état—en un excédent. À l'heure actuelle, plutôt que de consacrer 16 milliards de plus aux programmes que nous obtenons en recettes, nous dépensons 9 milliards de moins—un revirement de 25 milliards en cinq ans seulement. Voilà le travail d'un excellent gouvernement. Autrement dit, si ce n'était des intérêts que nous payons sur la dette publique, nous ne parlerions plus du tout de déficit. Nous enregistrerions un excédent.

Près de 70 p. 100 des progrès accomplis sont imputables à la compression des dépenses. Pour y arriver, nous avons ramené les dépenses de programmes en proportion de l'économie à leur plus faible niveau en près de vingt ans.

Ainsi, depuis 1984, nous avons ramené la croissance annuelle de la dette publique de 24 p. 100 à moins de 10 p. 100 cette année. Malgré tous les progrès accomplis, la dette augmente encore plus rapidement que l'économie—plus rapidement que notre capacité de payer les frais d'intérêt à la hausse sur cette dette.

Cette situation s'explique par les intérêts composés—l'intérêt payé sur l'intérêt. Si vous êtes épargnant, les intérêts composés agissent en fait comme un coup de baguette magique. Les sommes investies à un taux de 10